

Communiqué de presse

9 octobre 2024

France urbaine
22, rue Joubert
75009 Paris
Tel :
07 56 82 02 21
Contact presse :
p.logette@franceurbaine.org

Effort financier des collectivités : France urbaine dénonce la méthode, l'ampleur des mesures annoncées et demande au Gouvernement d'engager un réel dialogue

Le mode opératoire des 5 milliards d'effort, *a minima*, demandé aux collectivités locales pour contribuer au redressement des finances publiques dès 2025 a été présenté hier matin par le Gouvernement au Comité des finances locales. À seulement quelques semaines du vote de nos orientations budgétaires, il nous inquiète fortement.

Il annonce une réduction de leurs ressources (d'au moins 5 Md€) avec en particulier un prélèvement de 2 % des recettes de fonctionnement des grandes collectivités (3 Md€).

Les grandes villes et agglomérations représentent, à elles seules, près du quart de l'investissement public.

Les conséquences d'une telle mesure seraient dramatiques en matière d'investissement au moment où le pays en a tant besoin.

Rappelons que l'amputation bien moindre de la DGF, il y a quelques années, avait eu pour conséquence une baisse (- 25 %) des investissements des grandes villes, grandes communautés et métropoles.

Qui plus est la volonté du Gouvernement de concentrer la demande d'effort sur les 450 plus grandes collectivités est incompréhensible.

Aurait-il oublié que deux tiers des Français en situation de pauvreté résident dans les grandes agglomérations ? Ils ont besoin des services publics que nous assurons.

Le mode opératoire recèle un autre paradoxe : ce seront les bons gestionnaires qui seront pénalisés.

Ponctionner aussi brutalement les recettes de nos collectivités est, de plus, une attaque frontale envers la démocratie locale. Car en réalité il ne s'agit ni plus ni moins que de détourner à d'autres fins la contribution des contribuables locaux déterminée par des élus locaux qui ont été démocratiquement élus.

France urbaine a toujours été au rendez-vous de tous les dialogues en matière de maîtrise de la dépense publique.

Mais contrairement aux déclarations du Premier ministre et de Catherine Vautrin ces derniers jours, le ministre des Comptes publics annonce de façon verticale et sans concertation ces mesures.

La méthode est brutale et inacceptable.

Nous demandons que s'ouvre un dialogue réel et sincère.